

Brochure n° 3052

Convention collective nationale

IDCC : 1996. – **PHARMACIE D'OFFICINE**
(16^e édition. – Mai 2003)

AVENANT DU 30 NOVEMBRE 2004
PORTANT SUR L'OPCA DE BRANCHE
ET LES COTISATIONS
NOR : *ASET0550089M*
IDCC : 1996

Entre :

La fédération des syndicats pharmaceutiques de France ;
L'union nationale des pharmacies de France,

D'une part, et

La fédération nationale du personnel d'encadrement des industries chimiques, parachimiques et connexes CFE-CGC ;

La fédération nationale des industries chimiques CGT ;

La fédération nationale de la pharmacie Force ouvrière (FO) ;

La fédération nationale des syndicats chrétiens des services de santé et sociaux CFTC ;

La fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT,

D'autre part,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 951-1 et L. 952-1 modifiés ;

Vu la convention collective nationale de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997 étendue par arrêté du 13 août 1998 ;

Prenant acte, d'une part, des modifications apportées par la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, au dispositif de la formation professionnelle ;

Désireuses, d'autre part, de prendre en considération les incidences des dispositions nouvelles sur le financement de ce dispositif,

il est convenu, dans le cadre du présent avenant, des points suivants :

Article 1^{er}

Dans l'ensemble de l'accord susvisé, y compris son intitulé, le mot « FAF-PL » est remplacé par le mot « OPCA-PL ».

Article 2

Les dispositions du 3^e alinéa de l'article 2 de l'accord susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : « En conséquence, les parties signataires décident l'adhésion de la branche professionnelle qu'elles représentent à l'OPCA-PL dont le siège social est 52-56, rue Kléber, 92309 Levallois-Perret Cedex. »

Article 3

1^o Au 1^{er} alinéa de l'article 4 de l'accord susvisé, les mots « 0,3 % » sont remplacés par les mots « 0,8 % ».

2^o Les dispositions du 2^e alinéa de l'article 4 de l'accord susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Ce pourcentage est affecté au financement des formations en alternance, au plan de formation et aux actions menées dans le cadre du droit individuel à la formation (DIF) selon la répartition suivante :

- 0,35 % au titre des formations en alternance (contrat et période de professionnalisation) et du DIF ;
- le solde de la participation au titre des actions de formation mises en œuvre pour les salariés. »

3^o Les dispositions du 3^e alinéa de l'article 4 de l'accord susvisé sont supprimées.

Article 4

Les dispositions de l'article 5 de l'accord susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le coût forfaitaire horaire des actions d'évaluation, d'accompagnement et de formation des contrats et des actions de professionnalisation, fixé conformément aux dispositions de l'article D. 981-5 du code du travail, est modulable par la commission paritaire nationale de l'emploi de la pharmacie d'officine selon ses critères de priorité. »

Article 5

Le présent avenant prend effet à sa date de conclusion. Il sera présenté à l'extension à la demande de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 30 novembre 2004.

(Suivent les signatures.)